

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

1. Champs d'application

Les présentes conditions générales de vente sont applicables à toutes commandes passées par le client auprès de Aquaductia sprl, dénommée ci-après le prestataire de service, et à tous nos contrats de vente et de prestation de service. Ces conditions générales de vente excluent, à défaut d'acceptation écrite du prestataire de service, toutes les conditions générales et particulières d'achat du client. Aucune dérogation à ces conditions générales de vente ne sera admise sans confirmation écrite du prestataire de service.

Toute commande ne sera acceptée par le prestataire de service que par la confirmation écrite de celle-ci au client ou par livraison effective des produits. Sauf preuve contraire, le client reconnaît avoir reçu un exemplaire des présentes conditions générales de vente.

2. Prix et paiement

Sauf stipulation contraire, nos prix s'entendent hors TVA. Le prix de vente et des prestations de service est le prix indiqué sur nos tarifs en vigueur le jour de la conclusion de la vente ou de la passation de la commande. Sauf stipulation contraire, un acompte de trente pour cent de la valeur de toute commande est exigé lors de sa passation.

En vue du paiement des produits vendus, le prestataire de service se réserve le droit d'exiger la constitution, à son choix, de garanties complémentaires, telles que notamment, le paiement par traite, la remise d'un chèque certifié ou la constitution d'une garantie bancaire.

Le client autorise le prestataire de service à réviser le prix global convenu à concurrence d'un montant maximum de 80% de ce prix en fonction de l'augmentation, entre la conclusion de la vente et son exécution, du coût réel des paramètres suivants : marchandises, matières premières, salaires, énergie et variation de cours entre la devise d'achat des matières premières et/ou marchandises et la devise de vente des produits, étant entendu que ces paramètres s'appliquent à concurrence de la partie du prix correspondant au coût qu'ils représentent.

Sauf stipulation contraire, toutes nos factures sont payables en Euro, au siège social du prestataire de service, au comptant et sans escompte. Toute réclamation relative à la facture doit être notifiée au prestataire de service au plus tard dans les 15 jours de sa réception à défaut de quoi elle ne sera pas prise en compte.

En cas de non paiement de toute facture à l'échéance, le client sera redevable au prestataire de service, de plein droit et sans mise en demeure préalable, des intérêts d'un montant égal au taux suivant :

- 10% si le client n'agit pas à des fins professionnelles ;
- Le taux mentionné à l'article 5 de la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales.

Toute facture impayée à la date d'échéance entraînera la débitation, de plein droit et sans mise en demeure, d'une indemnité forfaitaire d'un montant total de 15% de la somme en principal, intérêts et frais avec un montant minimum de 75 EUR.

En cas de recouvrement judiciaire de toute facture, le client sera, en outre, redevable des frais raisonnables de recouvrement, tels que les frais d'avocat et les frais internes de gestion qui dépasseraient le montant de cette indemnité forfaitaire.

En cas de non respect par le client d'une seule échéance de paiement, et ce, pour quelque raison que ce soit, l'ensemble des règlements ultérieurs s'effectuera lors de la passation de la commande du Code civil. En outre, le prestataire de service se réserve, dans ce cas, le droit de suspendre l'exécution des autres commandes en cours jusqu'au complet règlement des montants dus.

3. Livraison

Nos produits sont livrés à l'adresse de livraison spécifiée sur la facture. En conséquence, le prestataire de service supporte le transport et les risques afférents aux produits et ce, jusqu'à la prise de possession du client. Au cas où le client désignerait un autre lieu de livraison, l'enlèvement et, le cas échéant, l'entreposage des produits s'effectuera à ses risques et à ses frais. Les délais de livraison sont donnés à titre indicatif.

Aucun retard de livraison ne peut donner lieu à la résiliation par le client du contrat de vente ou au paiement de dommages et intérêts de la part du prestataire de service. Cette clause ne s'applique pas à un client agissant à des fins non professionnelles.

En outre, le prestataire de service a le droit de refuser de vendre ses produits en fonction de la disponibilité et de la suffisance de ses stocks, ou pour tout autre motif légitime, et conserve le droit d'effectuer des livraisons partielles.

4. Réserve de propriété

Les produits livrés restent la propriété du prestataire de service jusqu'au complet paiement du prix, en ce compris les intérêts de retard et indemnités éventuelles. A défaut de paiement du prix à l'échéance, le prestataire de service a le droit de reprendre les produits aux frais du client ; jusqu'au complet paiement de ces produits, le client ne peut ni les revendre ni les donner en gage, sans l'accord préalable et écrit du prestataire de service. Le client s'engage à avertir le prestataire de service de toute saisie pratiquée par un tiers sur les produits vendus dont le prix n'est pas intégralement payé. De même, le client s'engage à informer immédiatement le prestataire de service au cas où les produits livrés et impayés se trouveraient dans des lieux pris en location par le client.

5. Garantie

5.1. Client agissant à des fins professionnelles

Toute dénonciation d'un vice apparent ou d'un défaut de conformité affectant les produits livrés doit être notifiée au prestataire de service dans les 7 jours de la livraison des produits. La réception des produits par le client ou ses préposés a pour effet de couvrir tout vice apparent qui pourrait être constaté au moment de la livraison.

Toute dénonciation d'un vice caché des produits livrés devra être notifiée au prestataire de service dans les 15 jours de la découverte de ces vices par le client ou

à partir du moment où il aurait pu raisonnablement les découvrir. Toute action en justice relative aux vices cachés devra être introduite dans les 30 jours courant à partir de la découverte des vices par le client, ou à partir du moment où il aurait raisonnablement pu les découvrir, ou à partir du jour de l'échec des pourparlers en vue d'un arrangement amiable. Aucun produit ne peut être renvoyé au prestataire de service sauf accord préalable et écrit de sa part.

Durant une période de 1 an à partir de la livraison des produits, la garantie du prestataire de service se limite exclusivement, soit à la réparation ou au remplacement des produits défectueux, soit à la restitution ou réduction du prix facturé, sans autre dédommagement. En outre, la responsabilité du prestataire de service est exclue en cas de dommage causé conjointement par un défaut des produits livrés et par la faute de la victime ou d'une personne dont la victime est responsable. La garantie expire après cette période de un an.

5.2. Client agissant à des fins non professionnelles

Le client a des droits légaux au titre de loi du 1^{er} septembre 2004 régissant la vente des biens de consommation, lesquels ne sont pas affectés par la présente garantie. Le présent article vaut garantie au sens de l'article 16-49 quater § 3 du Code civil.

6. Résiliation et inexécution contractuelle du prestataire de service

En cas de résiliation unilatérale de toute vente par le client, celui-ci est redevable au prestataire de service, à titre d'indemnité de dédit, d'une somme égale à 30% de la valeur hors TVA du prix de vente.

Chaque partie aura le droit, après une mise en demeure restée infructueuse pendant 15 jours, de mettre fin de plein droit à la convention dans l'éventualité où l'autre partie resterait en défaut d'exécuter tout ou partie de ses obligations, sans préjudice de la faculté de résolution prévue à l'article 5.

Sauf cas de force majeure et sans préjudice de l'alinéa précédent, dans l'éventualité où le prestataire de service resterait en défaut d'exécuter toute obligation de la convention causant préjudice à un client agissant à des fins non professionnelles, le prestataire de service sera, après réception d'une mise en demeure à laquelle il n'a pas donné suite pendant 15 jours, redevable au client d'une indemnité égale à 10% du montant de la valeur hors TVA de la commande.

7. Force majeure

La survenance de tout événement, tels que notamment, toutes interruptions de production, de transport ou de livraison, grèves, lock-out, embargo, guerres, attentats terroristes ou conséquences d'attentats, insuffisance de matières premières, épidémies, intempéries et plus généralement, tout événement de nature similaire affectant les parties ou leurs fournisseurs et retardant ou rendant impossible l'exécution de leurs obligations respectives, suspendent l'exécution de leurs obligations respectives. La partie qui invoque un tel événement notifiera à l'autre partie dans les plus brefs délais la preuve de sa survenance. L'exécution de ses obligations sera suspendue jusqu'à la notification de la fin de l'événement, étant entendu qu'aucune partie ne pourra réclamer une quelconque indemnité à l'autre partie.

Les parties mettront tout en œuvre afin de réduire les difficultés et/ou dommages causés. Si la force majeure dure plus de 60 jours, les parties mettront tout en œuvre pour renégocier l'exécution ultérieure du contrat de vente. A défaut d'accord, chaque partie aura le droit d'y mettre fin par notification adressée à l'autre partie.

8. Sous-traitance et cession

Le prestataire de service pourra sous-traiter tout ou partie de l'exécution de la vente à un tiers sans l'accord préalable et écrit du client. Le prestataire de service pourra céder tout ou partie de la vente à un tiers sans l'accord préalable et écrit du client.

9. Protection de la vie privée

Le traitement par le prestataire de service des données personnelles reçues par le client a pour finalités, l'exécution de la présente convention, l'administration de la clientèle, la promotion des produits et services du prestataire de service, l'établissement de campagnes d'information personnalisée et de marketing direct, en ce compris par le biais de courrier électronique, tant par le prestataire de service que par ses filiales ou sociétés sœurs.

A tout moment, le client bénéficie d'un droit d'accès, de contrôle et de rectification gratuit des données personnelles le concernant conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Le responsable du traitement des données est l'administrateur délégué du prestataire de service.

10. Généralité

La nullité ou l'inapplicabilité de l'une des clauses des présentes conditions générales ne peut affecter la validité ou l'applicabilité des autres clauses. Le cas échéant, les parties s'engagent à remplacer nulle ou inapplicable par une clause valable qui est la plus proche d'un point de vue économique de la clause nulle ou inapplicable.

Le fait que le prestataire de service ne se prévale pas des présentes conditions générales de vente à un moment donné, ne peut être interprété comme une renonciation à s'en prévaloir ultérieurement.

Toute communication ou notification entre parties sera valablement effectuée par lettre recommandée, courrier télécopié, courrier électronique avec accusé de réception, pour le prestataire de service, à son siège social et pour le client, à son siège social ou domicile.

11. Droit applicable et compétence

Les présentes conditions générales sont régies par le droit belge, même en cas de d'appel en garantie.

Tout litige relatif à la formation, l'exécution, l'interprétation de ces conditions générales de vente ainsi qu'à toutes conventions auxquelles elles s'appliquent et qui ne peut être résolu à l'amiable, est soumis à la compétence exclusive des juridictions de Bruxelles, sauf si le client agit à des fins non professionnelles, auquel cas, le litige est soumis, au choix du demandeur, à la compétence des juridictions désignées par l'article 624, 1^o, 2^o ou 4^o du Code judiciaire.